

Rechercher la justice en Bolivie

Partage international n° 137 - Février 2000

par Mike Ceaser

La Paz, Bolivie

Lorsque Elvira Alvarez a été incarcérée en 1989 sur de fausses accusations (vente de médicaments périmés), elle est restée enfermée sept mois dans une prison de La Paz, en Bolivie, pour la seule et unique raison que personne ne pouvait l'aider à remplir les formalités de sa libération.

Aujourd'hui, Elvira Alvarez passe une bonne partie de ses journées dans les prisons de La Paz, afin d'aider les autres en faisant ce que personne n'a fait pour elle : elle accélère les procédures d'un système judiciaire lent et corrompu. « *Pour moi, les prisonniers sont des êtres humains et non une menace* », déclare Elvira Alvarez, grande femme de 45 ans, dont les vêtements sombres contrastent avec le sourire chaleureux. Depuis son enfance, elle éprouve de la compassion pour les démunis. Elle a passé ses premières années dans l'exploitation de riz, de cacao et de canne à sucre de son père, dans la province tropicale Franz Tamayo, au nord de La Paz. A l'époque, vers la fin des années cinquante, son père et les autres fermiers traitaient leurs ouvriers comme des esclaves.

Un jour, alors qu'elle avait six ans, elle avait vu comment un ouvrier avait été fouetté parce qu'il avait tenté de s'enfuir. « *Il y avait une immense porte par laquelle je pouvais voir, se souvient-elle ; j'ai épié et ensuite j'ai trouvé la clef et je l'ai libéré.* » Bien qu'elle n'ait jamais avoué à son père qu'elle avait libéré cet homme, elle avait protesté contre de tels abus, mais son père avait simplement répondu que « *ses ouvriers le méritaient et qu'ils devaient lui obéir* ». Deux ans après cet incident, elle dut partir vivre chez son grand-père à La Paz, et n'eut plus de contact avec son père, en dehors d'une rencontre occasionnelle.

La compassion

L'acte de compassion de la fillette révélait précocement le caractère de la femme adulte.

Elvira Alvarez et sa mère ont quitté La Paz pour Santa Cruz, en 1973. C'est là qu'elle rencontra son mari, Orlando. Il travaillait comme mécanicien tandis qu'elle confectionnait et vendait des vêtements.

Le cheminement qui a conduit Elvira dans les prisons de La Paz, a débuté en 1982 dans les Yungas, plaine semi-tropicale à l'est de La Paz. Elle s'y était rendue pour vendre des vêtements et s'était trouvée confrontée aux graves problèmes de santé des chercheurs d'or. Les médecins demandaient à ces familles pauvres 60 grammes d'or (plusieurs mois de salaire) pour un accouchement. Et si la famille ne pouvait pas payer, « *la naissance devait se faire sans aide*, raconte Elvira ; *et beaucoup ne pouvaient pas payer.* »

Elvira et son mari ont suivi un cours de premier secours à La Paz et ont commencé par vacciner les mineurs, puis ils ont élargi le programme avec une aide internationale venant d'une organisation appelée Pan para el mundo (Du pain pour le monde). Au cours des sept années suivantes, le couple créa un réseau de 46 dispensaires prodiguant des soins et distribuant des médicaments bon marché aux mineurs et à leurs familles.

Voyant leurs profits se réduire, les médecins locaux accusèrent les Alvarez de vendre illégalement des médicaments périmés et d'être des agitateurs politiques. « *Parce que nous nous dévouions pour les gens, plusieurs médecins nous ont accusés pour protéger leurs intérêts*, explique Elvira ; *c'était un moyen pour nous faire quitter la ville.* »

La prison-piège

Le couple fut arrêté en novembre 1989 et emprisonné à La Paz. Un mois plus tard, ils avaient droit à la liberté conditionnelle, mais il fallait payer une caution et remplir des papiers, et ils n'avaient personne à l'extérieur pour les aider. Si bien qu'ils durent passer encore sept mois en prison, jusqu'au jour où ils furent lavés de toutes les accusations portées contre eux et libérés. Elvira franchit la porte de la prison en se promettant d'éviter aux autres de si longs délais.

En Bolivie, le système judiciaire offre plusieurs formes de liberté sous caution après que les premières formalités aient été remplies. Comme aux Etats-Unis, la caution dépend de la gravité du délit,

et le juge peut refuser la caution dans les cas les plus graves. C'est le juge qui décide en première instance si les preuves sont suffisantes pour maintenir les accusés en prison. Selon Elvira, cette décision est supposée être prise dans les 20 jours, mais elle prend généralement entre trois et quatre mois. Puis arrive le moment du procès et de la sentence. Mais tout ce processus est extrêmement lent. « *Parfois, lorsque la sentence est prononcée, la personne a déjà passé en prison trois ou quatre fois le temps prévu pour la peine* », déclare Elvira.

Pendant les six premières années, Elvira travailla seule, aidant à accélérer les procès des prisonniers et assurant sa subsistance en vendant des porcelaines artisanales fabriquées par les détenus. Le bruit de ses activités se répandit parmi les prisonniers.

En 1995, elle reçut une subvention pour son travail, puis l'année suivante une deuxième, venant d'Ashoka, afin qu'elle puisse travailler à plein temps. Elle est maintenant assistée par quatre juristes.

L'une des principales fonctions d'Elvira Alvarez est d'informer les juges sur les circonstances de certaines affaires qui, sinon, resteraient ignorées. Elle a ainsi fait libérer un homme qui avait été injustement accusé d'avoir vendu des concessions de mines qu'il ne possédait pas. Son accusateur avait publié l'histoire dans un journal, mais du fait que le défendeur vivait dans un lieu éloigné, il ne l'avait pas lue. Il fut jugé par contumace, et la première fois qu'il entendit parler de l'affaire fut lorsque la police vint l'arrêter.

Le bouc émissaire

Un autre cas concerne un garçon de 16 ans que son oncle avait emmené en voyage sous prétexte d'acheter du matériel électrique. Sur le chemin du retour, l'oncle passa le paquet au garçon. Lorsque la police les intercepta, ils trouvèrent huit kilos de cocaïne dans le paquet. Tous deux furent arrêtés, mais après une année en prison, le garçon fut acquitté et libéré. « *Il souffrait d'une grave dépression, raconte Elvira, il me demandait toujours : Faites-moi sortir d'ici, Madame. Je n'en peux plus.* »

D'autres affaires restent en suspens pour des détails de procédure comme l'absence de garants ou d'argent pour payer la caution. Et puis il y a toute la paperasserie administrative. Bien que la Bolivie compte s'orienter vers un système de procédure orale similaire à celle des Etats-Unis, les procès se déroulent généralement par écrit. Ce qui implique quantités de photocopies à distribuer à droite et à gauche, de délibérations, de notifications et de

rapports, chaque document donnant lieu à de nouveaux délais. Elvira passe une grande partie de son temps à rendre visite aux juges, à vérifier que le travail administratif progresse. « *Si personne ne plaide en leur faveur, les affaires des prisonniers n'avancent pas*, dit-elle. *Certains prisonniers ne connaissent même pas leur propre sentence, seul l'avocat étant présent lors du procès.* »

L'un des objectifs d'Elvira est d'obtenir la « liberté conditionnelle » à laquelle les prisonniers ont droit après avoir purgé les deux tiers de leur peine. Souvent, des suspensions retardent les libérations de plusieurs mois. « *Je n'ai jamais vu un prisonnier être mis en liberté conditionnelle spontanément* », dit-elle.

En plus de son travail dans les quatre prisons de La Paz, (deux pour femmes et deux pour hommes), Elvira Alvarez se rend aussi au tribunal et dans les bureaux des juges. C'est une tâche qui pourrait être accomplie par les avocats de l'aide judiciaire, mais chacun de ces 18 avocats doit jongler avec 60 ou 80 cas.

Questions d'argent

La corruption du système légal se reflète dans les pots-de-vin : modestes pour les gardiens de la part des prostituées, des dealers et des touristes, et importants pour les juges de la part des inculpés riches. « *Si vous n'avez pas d'argent, rien ne bouge* », déclare Elvira. L'année dernière, sur la liste de Transparency International, la Bolivie arrivait en tête de la corruption, même si la situation s'était améliorée depuis l'année précédente. Transparency International est une organisation allemande qui évalue le degré de corruption dans de nombreux pays.

Récemment, un samedi matin, Elvira faisait sa visite habituelle à la prison San Pedro, construction massive du centre de La Paz, bâtie il y a 130 ans pour 250 prisonniers, mais qui en abrite maintenant 1400. Dans la chapelle, les prisonniers se bousculaient autour d'elle pour lui raconter leur histoire et lui demander où en était leur affaire. Elle les écoutait alternativement, prenant des notes sur une visite à faire à tel juge ou à tel avocat. « *Je m'occuperai de votre cas, mais ce n'est pas moi qui prononce les jugements* », répondit-elle à un homme qui se plaignait d'avoir été injustement accusé d'avoir poignardé quelqu'un. Elle en incitait un autre à assister à l'audience. « *Je pense que le juge est davantage intéressé si l'accusé est présent* », expliquait-elle.

Elvira Alvarez discute aussi avec les prisonniers de leurs conditions de détention. Lors de son internement à la prison des femmes, 60 femmes dormaient sur d'étroites couchettes serrées les unes contre les autres dans un dortoir, et la nourriture était « infecte ». Pendant la journée, les prisonnières apprenaient à fabriquer des porcelaines et à tisser. Malgré la présence de meurtrières et d'autres détenues accusées de crimes graves, Elvira dit que l'ambiance n'était pas violente.

Bien que les détenus de San Pedro soient favorisés par rapport à d'autres parce qu'ils ont droit à des cours universitaires et qu'ils disposent d'un atelier de menuiserie, ces avantages ne sont accessibles qu'à une faible minorité des 1 400 prisonniers.

En une heure, Elvira a parlé avec une vingtaine de détenus. Ensuite, elle s'est assise près d'Esteban Cokarico Colquehuanca, 42 ans, condamné à 15 ans pour agression. Les charges relevées contre lui remontent à 1995, lorsqu'un groupe de paysans s'était opposé à la police dans une communauté rurale au nord de La Paz. Cokarico raconte que les autres l'ont dénoncé sous la torture, mais qu'il n'était pas impliqué et qu'on ne l'a accusé que parce qu'il était le chef de la communauté.

Alors qu'Elvira Alvarez pense que la plupart des prisonniers sont coupables des délits dont ils sont accusés, elle estime que Cokarico est innocent. Elle dit que le procureur a mal fait son travail et qu'elle va demander la révision de son cas. Mais elle ne fit aucune promesse et Cokarico a peu d'espoir.

Elvira nous explique que lorsque les détenus viennent vers elle, elle cherche avant tout à savoir quels sont leurs besoins et s'ils ont de la famille qui peut les aider. Si elle pense pouvoir les aider, elle va voir l'avocat du prisonnier, puis le juge auquel elle explique les particularités du cas et demande la liberté conditionnelle. Elle apporte aussi au prisonnier son soutien moral, l'encourage et parle de sa situation à sa famille.

La tâche de l'équipe d'Elvira Alvarez complète celui des avocats de l'aide judiciaire qui consacrent le peu de temps dont ils disposent à défendre les prisonniers. Elvira travaille sur les procédures légales qui suivent le procès. Elle collabore aussi avec les juges, tandis que les avocats ont des rapports conflictuels avec eux.

Elvira pense que le fait d'être une femme facilite son travail vis-à-vis des autorités carcérales qui, généralement, soutiennent ses activités. Elles estiment qu'au cours des neuf années de travail dans les

prisons, elle a aidé 500 à 600 détenus à quitter le milieu carcéral. « *Un seul est retourné en prison, déclare-t-elle. Nous nous efforçons de faire comprendre l'aspect humain des prisonniers, quelles étaient les motivations qui les ont poussés au crime. Je m'efforce toujours de leur donner une seconde chance.* »

Nouvelle Vie

Depuis l'année dernière, Elvira Alvarez a également mis au point un programme appelé Nouvelle Vie, dont le but est d'apprendre aux ex-détenus à fabriquer et à vendre des objets d'artisanat, ce qui leur donne le moyen de se réinsérer dans la société. « *C'est souvent difficile du fait que beaucoup de détenus sont rejetés par leur famille, explique-t-elle. Dans d'autres cas, l'ex-détenu rentre chez lui et reste à la charge de sa famille. L'emprisonnement laisse des traces dans la vie de tous les détenus.* »

Jusqu'à présent, elle a travaillé avec Pastoral Social, une organisation de l'Église catholique. Mais elle désire avoir plus de liberté et d'indépendance et est en train de créer sa propre fondation, Siglo 21 (XXI^e siècle), pour s'occuper d'aide juridique en faveur des prisonniers et de leur réinsertion dans la société.

Elle aimerait voir de nombreux changements dans les prisons boliviennes, y compris un accroissement du taux de réinsertion, une solution plus rapide des cas et la séparation des enfants et des adultes dans la population carcérale. Des centaines d'enfants vivent officiellement avec leurs parents en prison, où ils côtoient violeurs et meurtriers.

Elvira Alvarez aimerait aussi ajouter à son travail un programme de prévention : « *J'aimerais travailler avec les jeunes pour leur montrer les conséquences du crime, afin qu'ils évitent de se faire du mal.* »

Elvira Alvarez sollicite tout don d'ordinateurs, d'imprimantes et de matériel destinés aux anciens détenus. Pour toute information : Elvira Alvarez, Correo Central, Casilla 7782, La Paz, Bolivie. Fax : (591-2)364131.

Email : cdse@latinwide.com

Reproduit avec la permission de Changemakers, une initiative d'Ashoka, organisation non lucrative ayant son siège à Arlington, Virginie, États-Unis, qui recherche et soutient les initiatives personnelles favorisant un changement social à long terme. Pour plus d'information, voir sites web :

www.changemakers.net et www.ashoka.org

Lieu : la Paz, Bolivie **Auteur** : Mike Ceaser,
journaliste free-lance, demeurant à La Paz, travaille
pour le Bolivian Times.

Thématiques : [Société](#), [politique](#)
Rubrique : [Divers](#) ()